



L'INVESTISSEMENT À IMPACT PRÉVAUT DANS LA NOUVELLE DONNE ÉCONOMIQUE

Un nouvel environnement macroéconomique mondial s'installe : désormais, les défis sociétaux sont à l'agenda des dirigeants politiques. Les États-Unis ont signé leur retour dans l'accord de Paris sur le climat et le président Joe Biden a présenté un plan de dépenses fédérales d'un montant inégalé depuis un demi-siècle pour relever les défis sociaux et économiques qui grèvent de longue date le pays. Autre signe que la transition vers un modèle de développement durable accélère, la Réserve fédérale a remanié en 2020 son approche suivie depuis quarante ans en matière d'inflation. La nouvelle stratégie monétaire de la Réserve fédérale fait désormais preuve de tolérance à l'égard de l'inflation. Plus intéressant, l'autorité monétaire reconnaît que le FOMC devra à l'avenir analyser le plein emploi en tenant compte des différences substantielles de conditions sur le marché du travail selon les communautés. En se fixant un mandat sur l'emploi plus inclusif, la Fed s'attaque aux inégalités. Et pour cela, il faudra agir en faveur de l'éducation, pilier de la lutte contre les inégalités.

Pendant que la Réserve fédérale révisait ses objectifs de long terme, quatre-vingt-neuf autres banques centrales réaffirmaient leur priorité de lutte contre le réchauffement climatique. Les banquiers centraux reconnaissent que le climat est, a minima, un sujet de préoccupation pour la stabilité financière, voire une menace existentielle, un Green Swan. Les conclusions alarmantes du nouveau rapport du GIEC publié début août nous ont rappelé l'urgence d'agir et l'ampleur du défi à relever.



Par **Frédéric Samama**,
Chief Responsible Investment Officer - CPRAM

En résumé, les entreprises et investisseurs évoluent dans un nouvel environnement, à l'instar de ce que furent la mondialisation ou la révolution Internet ces dernières décennies.

RENDRE COMPTE AUTREMENT

Si à l'aube de l'ère industrielle, le capital financier était la ressource rare, justifiant que les entreprises ne reportent majoritairement que sur lui, il est aujourd'hui devenu une commodité. A contrario, la croissance a créé des limites importantes à l'accès aux ressources naturelles. Le capital sociétal et humain, naguère jugés abondants, sont devenus clés.

Plusieurs guides et modèles existent pour aider chaque entreprise à faire état de ses impacts sociaux et environnementaux. Les lignes directrices sur l'information dite non-financière publiées par la Commission européenne reprennent notamment les indicateurs de la Taskforce on Climate-related Financial Disclosures (TCFD), devenues le modèle de reporting climatique de référence. Les entreprises peuvent librement choisir de s'inspirer ou d'appliquer d'autres référentiels extra-financiers, comme ceux développés par la Global Reporting Initiative, le Sustainability Accounting Standards Board ou encore le Climate Disclosure Standards Board. Des efforts conséquents

sont menés pour conduire à une forme de convergence de ces différents systèmes.

FLÉCHER L'ARGENT DES INVESTISSEURS

Les investisseurs peuvent soutenir la construction d'une économie rentable et non-destructrice de biens publics. A travers la taxonomie, les codes de bonne conduite et la labellisation, les pouvoirs publics interviennent pour fournir des indicateurs permettant de flécher les investissements selon leurs grilles de lecture d'un capitalisme durable.

L'Union européenne a proposé une taxonomie des activités durables pour mobiliser et réorienter des flux financiers vers l'économie verte. Les besoins de financements pour atteindre les seuls objectifs climat de l'Europe sont estimés entre 175 et 290 milliards par an d'ici 2050. La taxonomie se focalise, dans un premier temps, sur des objectifs environnementaux, dont l'atténuation du changement climatique et l'adaptation des différents secteurs de l'économie. Progressivement, ce référentiel abordera la protection de l'eau et des ressources marines, de la biodiversité et des ressources naturelles, la prévention et le contrôle de la pollution, ainsi que l'économie circulaire... Avec la taxonomie, l'Europe dispose désormais d'une méthodologie pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050.

Les « stewardship codes », élaborés à l'origine par les pouvoirs publics britanniques et qui sont désormais au nombre de 27 à travers le monde, illustrent également une volonté de canaliser les pratiques des investisseurs face aux bouleversements qui les affectent, en particulier le risque climat. Une dernière tendance est celle du développement des labels. Sur le marché français, les gérants d'actifs doivent désormais se conformer à un label d'investissement socialement responsable (ISR) plus exigeant, qui évalue également leur capacité à entrer dans une démarche d'amélioration de la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

BÂTIR SA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

CPR Asset Management est engagé depuis plus de trois ans à bâtir une offre de gestion 100 % responsable. Au 30 juin 2021, notre équipe gère plus de 43 milliards d'euros avec une approche responsable selon la classification SFDR (fonds article 8 et 9).

L'intégration de la problématique ESG est menée au sein de nos gestions selon une qualification par les risques. Lorsque nous analysons une entreprise, nous passons en revue ses relations avec ses fournisseurs, avec ses salariés et sa gouvernance. Nous cherchons à savoir si son mode de fonctionnement est durable ou si des indicateurs mettent en lumière des fragilités. Nous considérons qu'il existe des risques à long terme associés aux mauvaises pratiques ESG qui ne sont pas entièrement intégrés dans les prix du marché, mais qui peuvent coûter cher en performance. Réduire ces risques ESG génère un rendement ajusté en fonction du risque supérieur à long terme.

Notre approche d'investissement responsable prend tout son sens dans la gestion thématique, où mégatendances et impact positif sur la société partagent la même vision à long terme. CPR AM a développé une gamme de solutions dont l'objectif est d'avoir un impact concret et mesurable pour nos investisseurs qu'il soit social ou environnemental. Nos derniers fonds thématiques abordent ainsi le défi alimentaire, la transition énergétique, l'éducation et la réduction des inégalités. Dans un objectif de transparence et afin de rendre l'investissement toujours plus concret, nous publions un rapport annuel d'impact pour chacun de ces fonds.

Chez CPR AM, nous avons la conviction profonde que la finance peut apporter sa pierre à l'édifice d'une société plus responsable. En concevant des solutions combinant rendement, recherche de profitabilité et impact positif sur la société, nous nous engageons à aider chaque investisseur à faire sa part et à agir pour transformer la société vers un mode de vie plus écologique, responsable et solidaire.